

Intitulé de l'épreuve : Anglais - Traduction
Nombre de copies : 1 copie

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

"The Americas' Summit", organized by the United States in Los Angeles, revealed more friction than any concrete or spectacular announcement.

Twenty-eight countries launched on Friday, a partnership on immigration in Latin America, supervised by the United States. No country should be left alone to deal with the ever-growing movement of people which translate into thousands of people trying to cross the border between Mexico and the United States, running away from poverty and insecurity, American president Joe Biden said on Friday. Standing with the other countries representatives who signed the "Los Angeles Declaration", aligned in front of a row of flags, he assured that "safe" and "legal" immigration benefits economic development but also considered that borders should be protected against illegal entries, with "humanity".

Joe Biden wants to set the principle of a "shared responsibility" between the States on a matter which is a constant cause of attacks from the American right wing. The "Los Angeles Declaration" covers different commitments or reminders of former commitments, about welcoming migrants and regulating flux, but it does not have a mandatory dimension.

The Americas' Summit, launched in 1994 in Miami, and which hadn't been held in the United States since, is supposed to celebrate a new era in the relationships on the continent, especially after the squabbles which stained Donald Trump's presidency. But it ends, for the Americans, on a mitigated conclusion.

Nº
... / ...

Nº
... / ...

Leçons à tirer de la guerre en Ukraine : quelle souveraineté pour l'Union Européenne (défense, économie, sécurité alimentaire)?

L'invasion russe lancée le 24 février 2022 sur le territoire ukrainien a marqué le retour de la guerre sur le continent européen. À la suite et dans la lignée de cet événement, l'Union Européenne aux portes de l'Ukraine et de la Russie, a été confrontée à une intensification des challenges et questions dont elle connaît, dans de nombreux secteurs. Nous nous intéresserons ici à l'évolution de la souveraineté européenne, par le prisme de la guerre en Ukraine.

Il sera ainsi question dans un premier temps des leçons à tirer de la guerre en Ukraine dans le domaine de la défense (I). Dans un second temps, nous aborderons les leçons à tirer de la guerre en Ukraine dans le domaine économique (II). Nous aborderons enfin les leçons à tirer de la guerre en Ukraine concernant la sécurité alimentaire (III).

I / Les leçons à tirer de la guerre en Ukraine dans le domaine de la défense

Avec la survenance de la guerre en Ukraine, la question de la souveraineté européenne en matière de défense s'est fait plus pressante.

Ce sujet a fait l'objet d'une déclaration à Versailles, les 16 et 17 mars 2022. Celle-ci a réaffirmé que la souveraineté européenne en matière de défense n'était pas ~~quasiment~~ née de l'imagination française et l'a posée comme une réelle nécessité. Il a en effet été rappelé l'importance cruciale pour l'Union Européenne d'assurer sa propre sécurité et de se débarrasser de toute dépendance extérieure en la matière.

En ce faire, certaines décisions historiques ont été prises. Ainsi, l'Allemagne, par le biais de son chancelier, a annoncé la budgétisation de 100 milliards d'euros tandis que le Danemark a remis en question son opt-out sur la participation au mécanisme de défense européen en le soumettant à un référendum.

Cependant et comme il est rappelé par le Conseil de l'Union Européenne, les efforts nécessaires ne doivent pas être faits au niveau national mais en synergie afin de combler les lacunes mutuelles en matière de défense mais au-delà de construire la ~~l'~~ initiative stratégique commune de défense. ~~l'~~ Cette initiative sera également une part à la cyber-sécurité.

II / les leçons à tirer de la guerre en Ukraine en matière économique

La guerre en Ukraine a mis en évidence au sein de l'Union Européenne la nécessité d'une organisation économique commune

afin de faire face à la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. En effet, il est très rapidement apparu que les moyens à la disposition de l'Union Européenne, en matière économique, pour tenter de mettre un terme à l'invasion russe de l'Ukraine se heutaient à la dépendance énergétique de plusieurs de ses pays membres, qu'il s'agisse du gaz, du pétrole ou du charbon russes. Sur cette question, l'Union a pu sauvegarder sa souveraineté en mobilisant un soutien financier exceptionnel pour supporter les paquets de sanctions économiques pris à l'encontre de la Russie. Par ailleurs, des investissements ont également été faits pour assurer, à l'horizon 2027, l'indépendance de l'Union Européenne aux gaz, pétrole et charbon russes. Cette indépendance passerait nécessairement par un investissement massif dans des énergies vertes et la production de ces énergies sur le sol de l'Union.

Si ces investissements sont en cours, ceux-ci doivent devenir massifs et intervenir plus rapidement pour sauvegarder la souveraineté de l'Union européenne.

III / Les leçons à tirer de la guerre en Ukraine pour la sécurité alimentaire

L'Union européenne a été mutuellement rappelée du statut de grecce à blé de l'Ukraine au niveau européen comme international. En effet, son invasion fait craindre des perturbations alimentaires, dans un contexte de difficultés préexistantes sur l'approvisionnement mondial, suite à la crise de la COVID-19.

Face au risques de réduction de la production et des exports ukrainiens menant à une augmentation des prix des denrées alimentaires, les leaders européens se sont également exprimés lors du sommet de Versailles précité.

Dans ce contexte, il a été demandé à la Commission de présenter des propositions pour mieux prévoir et gérer la crise alimentaire à venir, bien que le danger de pénurie ne soit pas immédiat au sein de l'Union, sur les denrées de première nécessité.

Au delà du champ d'action ouvert par l'existence de la Politique Agricole Commune (PAC), deux politiques ont pu être reportées pour donner plus de possibilité de manœuvres à l'Union dans la lutte contre la pénurie et pour une souveraineté alimentaire. Enfin, le Parlement européen a adopté le 16 mars 2022 une résolution pour une action en faveur de la sécurité alimentaire.

La guerre en Ukraine a révélé les lacunes et les limites de la coopération européenne.

Cependant, un diagnostic a pu être posé et des actions entrepris, aux niveaux politique et financier afin d'assurer la souveraineté de l'Union Européenne en matière de défense, économique et de sécurité alimentaire. Il reste à déterminer si les actions entreprises pourraient faire l'objet d'une accélération et d'investir en plus massif, comme réclamés à différents niveaux de décision, et quels pourraient être les freins à cette intensification.